

Aylan, l'électrochoc

La photo de l'enfant syrien mort sur une plage turque va-t-elle enfin pousser l'Europe à des actions concrètes ? Le point sur une crise sans précédent.

Les Européens n'avaient d'autre choix que de réagir ce jeudi, malgré leurs profondes divergences, après l'émotion suscitée par la terrible photo du corps d'Aylan Kurdi, 3 ans, gisant inanimé sur une plage de Bodrum. Même David Cameron, pourtant longtemps critiqué pour son manque d'implication dans la crise s'est engagé à prendre « ses responsabilités morales ».

Le vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, a reconnu qu'il s'agissait d'« une crise humanitaire et politique sans précédent » en Europe, et a appelé à « trouver des réponses européennes à un problème qui ne peut pas être résolu par les Etats individuellement ». La Commission veut un mécanisme permanent de répartition

et déposera en ce sens une initiative législative établissant les modalités de partage de l'accueil lors d'afflux massifs. Ce système serait obligatoire. Mais les Etats membres qui ne voudraient pas prendre en charge leur part pourraient substituer à cet effort une contribution financière, qui reviendrait dès lors aux pays plus « généreux ». Mais face à l'urgence que

connaissent des pays comme la Hongrie, l'Italie ou la Grèce, le président Jean-Claude Juncker va « demander aux Etats membres de répartir en urgence 120.000 réfugiés supplémentaires au sein de l'UE ».

En Belgique, malgré l'urgence de la crise soulignée par les responsables bruxellois, le monde politique, à l'exception de Bart De Wever, ne se fait guère entendre. ■

Merkel et Hollande veulent imposer des quotas aux 28

La chancelière allemande a annoncé ce jeudi que l'Allemagne et la France étaient favorables à des quotas contraignants de migrants au sein de l'Union et a insisté pour que « ceux qui ont besoin de protection la reçoivent ». Un discours aux antipodes de celui du président hongrois Orban, pour qui l'afflux de réfugiés menace l'identité chrétienne de l'Europe.

Bruxelles presse le fédéral d'agir

Le gouvernement régional et les autorités de Bruxelles-Ville, Schaerbeek et Saint-Josse réclament des mesures d'urgence du gouvernement Michel. Dans une lettre adressée au Premier ministre, elles tirent la sonnette d'alarme : « Les risques d'une crise humanitaire et de santé publique dans la capitale de l'Europe sont réels. »

Beke: intervenir militairement en Syrie

Le président du CD&V a plaidé jeudi soir à la VRT pour une intervention militaire en Syrie. « Bien évidemment dans le cadre de l'ONU », a-t-il précisé. Pour Wouter Beke, la Belgique « peut participer à ce type d'opération ». Interrogé sur le soutien que sa proposition pourrait récolter, le président du CD&V a rappelé que « par le passé, un large consensus s'était dégagé, au Parlement, autour d'interventions dans d'autres conflits internationaux ». Selon lui, « tant qu'on ne s'attaquera pas à la racine du problème, on continuera à voir les images de ces derniers jours ».

L'Union face aux migrants

La publication de la photo d'Aylan mort sur une plage turque marquera peut-être un tournant dans la gestion de la crise des migrants. Malgré des voix discordantes, comme celle de Viktor Orban, l'Union parviendra-t-elle à surmonter ce qui ressemble à de l'attentisme même face à un problème complexe ? Les intentions sont là, qu'il s'agisse de la répartition de l'effort dans l'accueil des migrants, de la régulation de leur séjour chez nous ou des mesures de prévention contre les passeurs.

Joann Sfar, l'émotion d'un Soir

En vingt ans, Joann Sfar a créé plus de 150 albums, des romans, un long-métrage de la vie héroïque de Serge Gainsbourg ou un film d'animation adapté des aventures de son Chat du Rabbin... L'artiste a bousculé le 9^e Art, pinceau, ukulélé ou caméra à la main. Prodigieux raconteur d'histoires, vampire du dessin, Joann Sfar crayonne sans fin des minuscules mousquetaires, des Potamoks, des sardines de l'espace, des hommes-arbres, des demi-chiens ou des petits princes... Jeudi matin, il avait accepté de relever le défi de dessiner seul et à main levée l'ensemble des pages du journal *Le Soir*. Au total, il aurait une quarantaine de sujets d'actualité à traiter en toute liberté. Mais la noyade du petit Aylan sur une plage turque, le visage enterré dans le sable, échoué sur le chemin migratoire du paradis européen, est venue bouleverser les plans de la rédaction.

Avec la spontanéité de l'aquarelle, le regard poétique de Joann Sfar a remis nos émotions, nos idées et nos esprits en place. « *Je ne m'attendais pas du tout à devoir réfléchir à la crise des migrants, nous disait-il au bout de 55 dessins. J'ai découvert la photo de l'enfant mort sur une plage de Turquie dans le Thalys entre Paris et Bruxelles. Je n'ai pas fait le lien tout de suite avec le fait que j'allais être forcé de me plonger dans l'actualité en dessinant le journal Le Soir. Personnellement, je suis plutôt client du silence face à ces sujets graves. Je me suis dit que je ne pourrais sans doute rien dessiner d'autre qu'un gamin noyé et puis après la réunion de rédaction, j'ai exorcisé tout ça. Je me suis mis à travailler. J'ai surtout évité de me prendre la tête. Je ne suis pas un professionnel du dessin de presse. J'ai plutôt laissé parler les couleurs. Pour la Une, j'ai eu cette idée des yeux qui pleurent dans l'eau. Je crois qu'au final, c'est assez percutant.* »

DANIEL COUVREUR

Juncker veut répartir 120.000 réfugiés de plus

- ▶ Le président de la Commission va présenter des nouvelles mesures pour gérer la crise de la migration : 120.000 demandeurs à répartir en plus des 40.000 promis.
- ▶ Et un mécanisme permanent à l'avenir, où les pays réticents à l'accueil devront payer pour les autres.

Serait-ce un premier effet politique de l'onde de choc suscitée par la diffusion de la photo déjà emblématique du corps sans vie du petit Aylan ? Personne ne le confirmera, mais personne ne pourrait le nier... Toujours est-il qu'hier jeudi, la chancelière allemande en visite à Berne a annoncé que « nous avons besoin de quotas contraignants au sein de l'UE pour se partager les devoirs » en matière d'accueil de réfugiés. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, présentera quant à lui la semaine prochaine lors de son discours sur l'état de l'Union un nouveau plan de répartition obligatoire de 120.000 demandeurs d'asile entre les Etats membres de l'UE. Quelques instants

après la déclaration d'Angela Merkel à Berne, un communiqué de l'Élysée confirmait son propos en annonçant une « initiative franco-allemande ». Rappelons que la France, qui soutenait sur le fond la proposition mise sur la table en mai dernier par la Commission européenne d'une répartition de 40.000 demandeurs d'asile syriens et irakiens arrivés en Grèce et en Italie, avait toujours récusé la notion de « quotas obligatoires ». (Sur les 40.000 demandés, les États de l'UE ne sont arrivés à ce jour à s'entendre que sur 32.000.)

Déjà très timide, le chiffre de 40.000 est apparu au fil de l'été pour ce qu'il était : une goutte d'eau dans la crise humanitaire qui n'a fait qu'enfler. Un élec-

trochoc qui semble avoir aussi frappé le président du Conseil européen Donald Tusk, qui jeudi midi en recevant le Premier ministre hongrois Viktor Orban (lire ci-contre), a déclaré que l'Europe devrait s'accorder sur « une répartition équitable de 100.000 réfugiés ». Le Polonais s'était pourtant opposé à la répartition obligatoire des 40.000. Enfin, il n'est jusqu'à David Cameron, le Premier ministre britannique dont le est dispensé de participer aux politiques européennes en matière de police, justice et migration, dont le cœur a fondu : « *Quiconque a vu ces photos ne peut qu'être touché et, en tant que père, j'ai été profondément ému à la vue de ce petit garçon sur une plage en Turquie. La Grande-Bretagne est une nation*

avec des valeurs morales et nous allons prendre nos responsabilités morales », a-t-il déclaré. En début de soirée, on apprenait que le Royaume-Uni allait réinstaller quelques milliers supplémentaires de réfugiés syriens actuellement dans des camps au Moyen-Orient.

Mais ce sont les nouvelles propositions de la Commission européenne qui mettront les belles paroles à l'épreuve des actes. Le plan que présentera mercredi Jean-Claude Juncker, adopté mercredi lors du séminaire de rentrée de l'exécutif européen, vient compléter l'ambitieux agenda pour la Migration déposé en mai dernier. Mais on peut déjà prévoir que ces idées, expliquées au *Soir* par une bonne source européenne, ne passeront pas facilement...

Le mécanisme permanent pour les demandeurs d'asile et réfugiés. La Commission déposera en ce sens une initiative législative établissant les modalités de partage de l'accueil lors d'afflux massifs. Ce système serait lui aussi obligatoire. Mais les Etats membres qui ne voudraient pas prendre en charge leur part, pourraient substituer à cet effort une contribution financière, qui reviendrait dès lors aux pays plus « généreux ». Juncker appellerait cela « l'investissement dans la solidarité ». Mais il n'y aurait pas de « valorisation » d'un tarif par réfugié ; plutôt la contribution d'une sorte de forfait.

Un nouveau plan d'urgence de relocalisation de 120.000 demandeurs d'asile. Vu la situation, la Commission rehausse donc de 120.000 le premier plan de 40.000. Mais cette fois-ci, la Commission proposera que ce plan inclue également les arrivants en Hongrie (54.000, sur un total de 160.000), alors que le schéma précédent ne

concernait que les réfugiés potentiels arrivés en Grèce et Italie. C'est réparer un oubli, mais l'initiative vise aussi à gagner le soutien de la Hongrie aux plans de répartition obligatoire, et casser le front des pays de l'Est qui s'y opposent. Les quatre pays du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie), se réunissent d'ailleurs ce vendredi en sommet pour s'accorder sur leur position. Mais Orban a indiqué en fin de journée que cette proposition est « du bluff », que « les quotas encouragent les arrivées » plutôt qu'ils ne les freinent. Ça promet...

La liste des pays sûrs. Ce projet est débattu de longue date. La Commission proposera que les pays des Balkans occidentaux et la Turquie, candidats à l'adhésion à l'UE et donc réputés démocratiques, soient reconnus comme sûrs : cela justifiera les refus immédiats des demandes d'asile de leurs ressortissants, qui alourdissent la charge des administrations chargées de traiter les demandes.

Un Fonds pour le Sahel, la Corne de l'Afrique et le Tchad. Le développement étant l'une des clés pour réduire la tentation de l'exil économique, la Commission proposera de créer un fonds spécial en faveur de ces pays. Mais on ne parlera pas d'argent neuf, seulement d'y rassembler pour mieux les utiliser des moyens européens budgétaires existants.

Ces propositions, que Jean-Claude Juncker annoncera lors de son discours à Strasbourg mercredi prochain, seront formellement déposées sur la table du conseil des ministres extraordinaire sur la migration qui se tiendra le 14 septembre à Bruxelles. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

Orban aux réfugiés « Restez en sécurité en Turquie ! »

Inondé de critiques pour sa décision d'ériger une clôture le long de la frontière serbo-hongroise, le Premier ministre hongrois Viktor Orban était venu passer la journée de jeudi à Bruxelles : pour y rencontrer les dirigeants des trois institutions européennes, s'expliquer, mais aussi prendre connaissance des nouvelles mesures que va proposer le président de la Commission Jean-Claude Juncker, et qui concernent directement la Hongrie.

C'est peu dire que le chef du gouvernement hongrois n'a pas vraiment calmé le jeu. À chacune de ses trois interventions face à la presse, M. Orban a multiplié les propos choquants, réussissant l'exploit de pousser ses interlocuteurs européens (Tusk et Schulz) aux limites de ce qui est diplomatiquement possible quand on doit se démarquer des propos d'un invité.

Sur le fond, le maître autoritaire de Budapest a martelé sa ligne en matière de gestion de l'afflux de migrants, cohérente, même si beaucoup la jugent scandaleuse : « Avant de parler de mécanismes d'accueil ou autres, il faut d'abord contrôler les frontières extérieures, comme nos règles européennes nous y obligent. C'est ce que fait la Hongrie, alors que d'autres ne le font pas, et je suis venu dire à M. Schulz

(président du Parlement européen, NDLR), que je souhaite qu'on cesse de critiquer la Hongrie pour cela. »

Vilipendé pour la fermeture deux jours durant de la guerre de Budapest et les violences pour y empêcher les migrants d'embarquer vers l'Autriche puis l'Allemagne, Orban se justifie : « Les règles de Dublin nous interdisent de laisser partir des migrants sans les avoir enregistrés. (...) Mais ces gens ne veulent pas rester en Hongrie, aller en Pologne ou Estonie, c'est l'Allemagne qu'ils veulent rejoindre. En réalité, le problème n'est pas européen, il est allemand ! » À côté de lui, Martin Schulz a rétorqué son désaccord. Comme Ange-

la Merkel de Berne quelques heures plus tard, par presse interposée.

Mais le soir, Orban retapait sur le clou : « Si l'Allemagne annonce qu'elle acceptera d'enregistrer les demandes d'asile chez elle, qu'elle accorde des visas à ces gens. (...) Il est fort que s'il pleut à Berlin, on doit ouvrir son parapluie en Hongrie... » Le fond de la critique voilée à Merkel : en annonçant qu'on acceptera les demandes d'asile ou en parlant de quotas, « on encourage la venue de migrants, notamment économiques, alors qu'il faut plutôt les décourager », argumente Orban. Lequel a refusé de se positionner par rapport à la proposi-

tion prochaine de la Commission de répartir 54.000 demandeurs arrivés en Hongrie : « Du bluff », a balayé le Hongrois.

Interrogé sur son empathie face à la photo terrible du petit Aylan mort et échoué sur la plage, Orban de répondre : « Mais il faut dire aux réfugiés : ne venez pas ici, restez en Turquie, vous êtes en sécurité là-bas ! » Face au Hongrois, les journalistes n'en croyaient pas leurs oreilles...

On ne s'empêchera pas de relater la question brillante, implacable dans sa dimension historique et morale, de notre collègue de *The Times* Bruno Waterfield : « A la lumière de la situation d'aujourd'hui, regrettez-vous la décision de vos prédécesseurs de lever la frontière barbelée austro-hongroise en 1989 ? » Allusion à la décision des dirigeants encore communistes de la Hongrie d'abattre le « rideau de fer » en question, ce qui permit l'exode des Allemands de l'Est vers l'Ouest, et l'écroulement en domino des régimes communistes. Réponse d'Orban : « Je ne suis pas sûr d'avoir bien compris votre question. Mais la clôture avec la Serbie ne peut être comparée au Rideau de Fer. » Une dénégation qui, aux yeux de beaucoup, prouvera que la question a été très bien comprise... ■

J.Kz

Méditerranée La flotte de l'UE à l'abordage des passeurs

La décision n'est pas encore prise mais cela ne saurait tarder : l'armada de guerre déployée en mer Méditerranée par l'Union européenne pour « casser le business » des passeurs – et, sans le dire, pour réduire le « flot » de migrants – devrait entrer dans une phase offensive dès le mois prochain. « *J'ai constaté un large consensus* » à ce sujet au sein des 28 Etats membres de l'Union, a résumé jeudi Federica Mogherini, la haute représentante pour la politique étrangère et de sécurité européenne.

La cheffe de la diplomatie européenne est convaincue de la nécessité de passer à la deuxième phase de l'opération EU Navfor Med (*Le Soir* du week-end dernier). Pour le commandant de la flotte européenne déployée depuis la fin juin, la première phase de la mission est accomplie : la collecte de renseignements sur les activités des criminels qui entassent dans des embarcations des centaines de candidats à l'exil vers l'Europe. Pour le vice-amiral Enrico Crendino, il est temps de passer à la suite des opérations.

La décision doit être prise, à l'unanimité, par les Etats membres. Un premier échange s'est déroulé hier, entre ministres de la Défense de l'UE, conviés en réunion informelle (sans décision), au terme duquel Federica Mogherini a donc acté ce « *large consensus* ». La discussion se poursuivra samedi avec les ministres des Affaires étrangères, toujours en session « informelle ».

L'étape suivante touchera au « nerf de la guerre » : il faudra engager des moyens supplémentaires. L'opération mobilise déjà des moyens

considérables (pour l'essentiel, à charge des budgets des pays qui les fournissent) : le *Cavour*, porte-avion italien qui est le navire-amiral de la flotte, trois autres navires de guerre, deux sous-marins, des avions de reconnaissance aérienne, des drones et hélicoptères. Une « conférence de génération de forces » est déjà planifiée le 16 septembre, selon nos informations, pour lancer la nouvelle phase en octobre. Mogherini s'est dite « *confiante* » d'obtenir les moyens nécessaires. La Belgique soutient le passage à cette phase plus offensive : le ministre de la Défense Steven Vandeput va soumettre prochainement au gouvernement l'engagement de la frégate Leopold I^{er}, qui opère normalement avec 120 militaires.

La deuxième étape permettra d'arraisonner les bateaux soupçonnés d'être utilisés pour la traite

d'êtres humains ou le trafic de migrants, les fouiller, les saisir et éventuellement les dérouter. Et arrêter les passeurs. La 3^e et dernière phase de l'opération consisterait à détruire les embarcations près des côtes libyennes, d'où s'élancent la grande majorité des migrants qui traversent la Méditerranée centrale. Mais il faudrait pour cela une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU et/ou une invitation des Libyens, qui se font attendre. Pour cette même raison, en phase 2, la flotte européenne ne pourra intervenir que dans les eaux internationales et contre des bateaux sans

pavillons.

Plus de 2.500 personnes sont mortes depuis le début de l'année en tentant la traversée. Des voix critiques se sont toutefois élevées pour redouter qu'en barant la route au business des passeurs, les désespérés allaient encore prendre plus de risques. D'autres observent que le trafic s'est déplacé en mer Egée, entre la Turquie

vers la Grèce.

L'opération, a souligné Mogherini, « *n'est qu'un aspect de notre travail* », qui s'étend aussi à la coopération avec les pays d'origine (notamment pour la réadmission de demandeurs d'asile déboutés), à l'aide au développement et aux tentatives de résolution des conflits. Un travail « *très important* », toutefois, puisqu'en quelques semaines, les navires engagés dans EU Navfor Med ont « *sauvé plus de 1.500 vies* » de migrants en perdition. Et puis, a ajouté la cheffe de la diplomatie, l'opération a été mise sur les rails en un temps record : « *C'est aussi la preuve que quand l'UE agit unie et rapidement, nous voyons des résultats !* » Et de conclure : « *Le fait que nous voyons la photo (NDLR : du petit Aylan) nous rappelle la réalité dramatique de millions de gens. Je voudrais que nous nous souvenions que même lorsque nous ne voyons pas les photos, ces événements dramatiques se produisent quand même.* » ■

PHILIPPE REGNIER

Bruxelles Un cri d'alarme au Premier ministre

La situation aux alentours de l'Office des étrangers se dégrade de jour en jour. Le constat est dressé par toutes les associations venant en aide aux candidats à l'asile qui passent une ou plusieurs nuits dehors, dans le parc Maximilien, en attendant d'être reçus par l'Office.

Ce jeudi, toutes les autorités bruxelloises concernées – le ministre-président, les ministres de l'Aide aux personnes, les bourgmestres de la Ville de Bruxelles, de Schaerbeek et Saint-Josse – se sont réunies pour tenter de parer au plus pressé. Au préalable, Céline Frémault (CDH), Pascal Smet (S.P.A) et Rudi Vervoort ont constaté que « *malgré plusieurs tentatives de contact, depuis une semaine* », le cabinet de Theo Francken « *n'apporte aucune réponse* ». A nos collègues du *Standdaard*, Theo Francken a réagi, précisant « *avoir eu Pascal Smet brièvement au téléphone cette semaine.* » Le secrétaire d'Etat assure par ailleurs qu'il recevra les Bruxellois en vue d'une concertation.

Les autorités bruxelloises ont décidé d'écrire au Premier ministre. Car, ex-

manitaire et de santé publique dans la capitale de l'Europe sont réels ». La missive est signée des trois membres du gouvernement régional, des trois bourgmestres et des trois présidents de CPAS concernés. Ils formulent quatre demandes. D'abord la fin de la limite, fixée par Theo Francken à 250, du nombre de dossiers que traite quotidiennement l'Office des étrangers. Concrètement, Bruxelles suggère que tous les demandeurs d'asile puissent voir leur dossier enregistré le jour même et, dès lors, se voir attribuer une place dans un centre d'accueil. Ensuite,

Bruxelles réclame l'activation du plan de répartition des migrants sur l'ensemble du territoire belge. Autre piste suggérée : la décentralisation des bureaux de l'Office des étrangers vers d'autres villes, pour que l'on y enregistre les demandes d'asile. Et, enfin, les autorités bruxelloises réclament une coordination des initiatives citoyennes avec les autorités bruxelloises sur la gestion de la crise. La lettre a été envoyée jeudi soir, avec l'espoir « *que des réponses puissent être apportées ce vendredi lors du conseil des ministres* ». ■

© DR

pliquent-elles, « les risques d'une crise hu-

VÉRONIQUE LAMQUIN

FÉDÉRAL

Kris Peeters veut autoriser les demandeurs d'asile à travailler

Le conseil des ministres se penchera, comme chaque semaine, sur la problématique de l'asile. Pour rappel, Theo Francken a annoncé son intention d'instaurer un statut « temporaire ». S'agit-il de réduire les droits sociaux pour certains - Jan Jambon, au micro de Bel RTL, y est allé de cette petite phrase « *il faut savoir quelle Sécurité sociale on donne* » ? C'est non pour les autres partis de la majorité. Est-il au contraire question d'ouvrir la possibilité de n'octroyer aux réfugiés qu'un permis de séjour à durée limitée ? Le débat n'est pas tabou pour les autres partis, même si, en coulisses, beaucoup ne voient pas la nécessité de pareil texte. Parce qu'il existe déjà un statut de « protection subsidiaire », avec permis de séjour limité, pour ceux qui ne sont pas reconnus comme réfugiés. A l'heure actuelle, le CGRA accorde le statut de réfugié, en moyenne, à 95 % des demandeurs syriens ; parmi les Irakiens et les Afghans, 40 % sont reconnus comme réfugiés, 40 % ont la protection subsidiaire et 20 % sont refusés. De son côté, le VLD mettra sur la table « *la question des droits et des devoirs* ». Quant à Kris Peeters, il prépare un texte qui permettrait aux demandeurs d'asile de ne plus devoir attendre six mois avant de recevoir un permis de travail - une demande formulée, notamment, par l'Unizo.

V.L.A.

LE TEMOIN

**Rhyas, 28 ans,
diplômé en littérature française**

Rhyas est originaire d'Hama, en Syrie. Il était enseignant. Arrêté par trois fois, il décide de partir à quelques jours de la fin de son sursis militaire. D'abord un vol pour Tripoli, au Liban, en compagnie de son ami, Ahmed mathématicien. Puis, un bateau les emmène à Marsin, en Turquie. Mais l'idée est de rejoindre l'Europe. L'obtention du visa est impossible. Direction Izmir, la « Mecque des candidats à la migration ». Ils y restent 12 jours. Sans contacts sur place ni femmes et enfants avec eux, ils ne sont pas prioritaires. C'est enfin leur tour. Les 1.150 dollars par personne empochés, un passeur les fait monter dans une embarcation de fortune. Quelques heures d'obscurité, de froid et de peur les séparent de l'Europe. Arrivés d'abord à Samos, ils gagnent Athènes en bateau. Puis franchissent la frontière de la Macédoine après cinq heures de marche. La population est généreuse avec eux. Le pays est traversé en un seul voyage en bus : 7 euros. Encore sept heures de marche et les voilà à la frontière serbe. Impénétrable. L'armée les attend. Mais le flux de migrants est constant. En 24 heures, ils sont des centaines et forcent son ouverture. Au camp de réfugiés de Presevo, ils obtiennent un permis de circuler. Direction Belgrade. Puis la Hongrie et sa violence. « *L'enfer* ». Encore un passeur, et c'est Munich. Puis Bruxelles en train. « *Je parle déjà la langue, et les Belges sont accueillants. Je devrais m'intégrer facilement* », espère Rhyas. (M.Bi)

Dallemagne veut des visas humanitaires

« Des visas humanitaires temporaires doivent permettre aux populations les plus vulnérables et dans la plus grande détresse d'atteindre la Belgique », estime le député Georges Dallemagne (CDH) qui au retour d'une mission en Syrie a appelé jeudi à « totalement changer de disque dur » alors que le gouvernement

octroie l'asile à ceux, pas nécessairement les plus vulnérables, qui ont atteint la Belgique au péril de leur vie et en sacrifiant leur fortune via des filières criminelles. (b)

La fin des numéros inscrits sur les mains

La police tchèque a annoncé jeudi avoir renoncé au procédé controversé de l'inscription de numéros sur les mains de migrants interpellés, sévèrement dénoncée la veille par des juristes et des militants humanitaires. « La police est sensible aux critiques apparues dans les médias », indique un communiqué publié par la direction de la police de la République tchèque. Les policiers vont désormais utiliser des bracelets en plastique portant les renseignements d'identification nécessaires, lit-on

dans ce texte. Mardi, des policiers avaient utilisé des

marqueurs pour inscrire des numéros sur la peau de 214 réfugiés, en majorité syriens, interpellés à bord de trains venant d'Autriche et de Hongrie. (afp)

Ils ne veulent pas d'asile en Belgique

Les 14 migrants originaires de Syrie (13 hommes âgés de 18 à 33 ans et d'un adolescent de 16 ans) qui ont été découverts jeudi matin dans un camion stationné sur un parking de l'E17, à hauteur de Gentbrugge, ne veulent pas demander l'asile en Belgique. Ils ont dès lors reçu un ordre de quitter le territoire. Le chauffeur polonais s'était arrêté pour faire une

pause, lorsqu'il a entendu du bruit dans le camion. Selon les premières constatations de l'enquête, les migrants auraient embarqué à bord du poids lourd à l'insu du chauffeur vers 5h jeudi matin sur un parking de Dunkerque, en France. (b)

Réfugiés : face à la crise et à l'urgence, les politiques en sourdine

Réserves, discrétion, prudence, attente, silence, démission ? Placez le curseur où vous le souhaitez, le fait est que la crise des réfugiés prend un tour, disons, dramatique, installe l'urgence, convoque l'avenir, ouvre un « momentum » pour l'Europe et les États qui la composent, mais que le débat politique ne reste pas moins dans les clous belgo-belges, grosso modo.

Une impression ? Celle, aussi, de nos politologues, Jean Faniel et Carl Devos. Dont les analyses convergent.

Le directeur du Crisp, Centre de recherche et d'information socio-politiques, constate et un peu plus : « Je ne vois pas, jusqu'à présent, de prises de position fortes, de grands discours dans la classe politique, même si, sur des registres différents, antagonistes à certains égards, Bart De Wever, Theo Francken, Rudy Demotte, Yvan Mayeur, entre autres, se sont exprimés ces dernières semaines, mais dans certaines limites, étroites. J'ajoute : on n'entend pas non plus

« On voit percer des initiatives citoyennes bel et bien, ce qui pourrait, devrait, entraîner les politiques, mais... » JEAN FANIEL, CRISP

les représentants de notre conférence épiscopale, de nos organisations convictionnelles au sens large, pas davantage nos responsables syndicaux, et qu'en est-il du monde de la culture ? Vous entendez quelqu'un, vous ? »

Politologue à l'université de Gand, Carl

Devos nuance mais confirme : « A la différence du sud du pays, il y a un débat en Flandre, où Bart De Wever, Gwendolyn Rutten, Patrick Dewael, John Crombez, Meyrem Almaci, ont livré leur opinion dans leur camp, et l'on retrouve dans les grandes lignes un clivage droite-gauche, mais tous aussi sont prudents, relativement mesurés. Les tensions et l'affrontement étaient plus vifs sur le *tax shift* ! Il n'y a pas une figure comme Angela Merkel, qui lance un message frappant les esprits. Notre Premier ministre ? Charles Michel ne dit rien ou pas grand-chose jusqu'à présent. Rien d'émotionnel, de symbolique. Il privilégie, dit-on rue de la Loi, le travail discret, en Belgique comme à l'échelle de l'Union européenne, c'est un choix que je peux comprendre, et s'il vient maintenant - je pense au conseil des ministres ce vendredi déjà - avec un train de mesures concrètes et fortes, alors, on dira qu'il avait raison de faire profil bas. En revanche, si ce n'est pas le cas, alors, ce sera un problème : dans une situation comme la nôtre, avec la pression dans nos villes, dans nos rues, on y verra une absence de leadership, de charisme. On a évidemment besoin d'un chef de gouvernement qui dise : "Mesdames, Messieurs, la situation est sous contrôle, et aujourd'hui on a besoin d'être solidaires avec ces gens, voici comment" ... »

En attendant, le Premier ministre ne s'avance pas, les ministres-présidents ne s'en mêlent pas, les présidents de parti ne se mouillent pas - sinon le « ballon » de Bart

De Wever en faveur d'un statut spécial socialement restrictif pour les demandeurs d'asile, à destination de son électorat plus conservateur qui, jugeant la politique fédérale de Francken et Jambon un peu molassonne, serait tenté de retourner au Vlaams Belang. Mais pour l'essentiel : l'heure est grave, pas un mot plus haut que l'autre.

Et, côté progressiste en l'occurrence, point de grand appel à l'élan solidaire. L'opinion publique n'est pas demandeuse ?, ceci expliquant en partie cela ? Jean Faniel : « Une partie de la population est sensible et sensibilisée à ce qui se passe, aux images de Lampedusa hier, celles de Budapest aujourd'hui, et je n'oublie pas la photo de l'enfant échoué sur la plage en Turquie, tout cela appelle à la mobilisation, et on voit percer des initiatives citoyennes bel et bien, ce qui pourrait, devrait, entraîner les politiques. Mais n'oublions pas non plus que le contexte est celui d'une crise économique et sociale dure et que l'afflux de réfugiés est perçu comme un facteur aggravant, une charge supplémentaire, peut-être insupportable, et que les pays d'où ils proviennent, la Syrie, l'Afghanistan, l'Irak, peuvent être vus dans l'opinion publique comme des foyers du terrorisme à l'heure actuelle. Dans ces conditions... »

Ajoutez la crainte, la frayeur, pour les politiques, après quelque possible vraie prise de position, de se voir rangés parmi les fauteurs de polémiques « sur-une-question-aussi-grave-qui-requiert-au-contraire-un-consensus-au-lieu-de-se-disputer », et la messe est

dite. Dans les partis francophones, on souligne bien, ici, dans l'opposition, que l'on a proposé un plan de répartition des réfugiés entre les communes du pays alors que le gouvernement n'agit pas, et que ce n'est pas négligeable ; et on explique là, dans la majorité cette fois, que les partenaires suédois ont le mérite de ne pas se diviser, et le MR de ne pas s'aligner sur la N-VA, ce qui n'est

pas négligeable non plus ; mais les mêmes interlocuteurs de chaque côté en conviennent : jusqu'ici, le débat politique se réduit à peu de chose. L'un d'eux : « Sur un sujet comme celui-ci, même le PS se tait ! ». Un autre : « Tenez compte du fait que la crise grecque a occupé tout l'espace cet été, et que la "prise de conscience" de l'ampleur du

phénomène des réfugiés est très récente, que la classe politique, je le crois, a été prise de court quand on a vu, tout à coup, que les réfugiés affluaient non seulement par la mer au large de l'Italie, mais que ça se passait autour de nous, sur le continent, dans les gares... ». Admettons. Et maintenant ? ■

DAVID COPPI

Dupriez « Les politiques doivent rassurer »

ENTRETIEN

Patrick Dupriez, coprésident d'Ecolo, a souhaité réagir à la crise de la migration.

Les propositions de Theo Francken vous ont fait bondir ?

Ce n'est pas tellement mon propos. Par la gravité de ce qui se passe en Europe et chez nous, il y a un véritable enjeu de civilisation. Ce qui impose de prendre de la hauteur plutôt que de nourrir les peurs de la population. Sur les rives de la Méditerranée, on retrouve des cadavres mais ce sont aussi nos valeurs qui s'échouent.

Et les politiques s'expriment peu.

La parole c'est une action en soi. Or, aujourd'hui que constate-t-on ? Certains se taisent, d'autres attisent les peurs. C'est très dangereux. Les politiques devraient expliquer, rassurer, dire que la situation humanitaire est gérable, que ce n'est pas un problème pour notre continent riche. Le vrai problème qui nous guette, c'est l'estompement des valeurs, l'acceptation progressive des discours racistes décomplexés, des caricatures et des mensonges.

Vous le constatez chez nous ?

Il y a une augmentation du seuil de tolérance à l'abjection. C'est ça qui me rappelle les années trente. Le racisme s'exprime avec de moins en moins de retenue par rapport aux étrangers. Il suffit de voir ce qui s'ex-

prime sur les réseaux sociaux et les forums. La question qui se pose est celle de la dignité que nous offrons aux étrangers mais aussi et surtout notre dignité à nous, celle de notre société. J'en appelle donc à tous les politiques. On ne peut pas se livrer à des jeux politiques sur le dos des cadavres. Il faut cesser les sous-entendus, les amalgames douteux, la polyphonie calculée de certains partis. Le clivage, ici, il est entre démocrates et extrême droite, pas entre les partis démocratiques. Dépassons donc les petits clivages.

On en revient à la question : pourquoi ce silence des politiques ?

Il y a une peur d'assumer ses valeurs, d'avoir un discours clair, d'aller à contre-courant de ce qui est peut-être le courant dominant. Les politiques ne sont pas là pour caboter sur l'air du temps mais pour avoir le courage de porter un message positif. Délivrer un message fort, cela fait partie des responsabilités politiques. À cet égard, je suis admiratif d'Angela Merkel, elle a posé des gestes malgré le contexte difficile, malgré Pegida, malgré les néonazis. L'Allemagne est une société qui fait le choix de la solidarité et de l'humanisme. C'est ça qu'on veut comme société, pas le rachat derrière des murs.

Tout n'est pas négatif. Il y a un sursaut citoyen !

Oui ! On le voit à Tournai, au parc Maximi-

lien. Les citoyens compensent l'inaction et l'improvisation du politique. Je rappelle que les gouvernements Di Rupo et Michel ont fermé des places, ce qui supposait aussi de licencier du personnel compétent, qui avait l'expérience. Et maintenant ils sont tout fiers d'annoncer qu'ils en rouvrent, en urgence ? C'est une gestion à la petite semaine, c'est désastreux.

La responsabilité n'est pas que belge !

Non, c'est aussi un défi européen. On doit agir entre deux illusions : l'illusion de la fermeture des frontières, que certains agitent comme un fantasme. Mais, même si on faisait ça, il y aurait toujours des migrants. L'autre illusion c'est celle d'un monde sans frontières. On doit organiser des voies d'accès pour les réfugiés vers l'Europe. Aujourd'hui, les seuls gagnants, ce sont les passeurs. Les Etats doivent sortir du chacun pour soi et avoir le courage d'expliquer qu'on a besoin d'un droit d'asile européen. Nous plaidons pour une procédure commune européenne, une décision commune, et une répartition entre pays. Alors seulement on pourra gérer correctement la situation.

La Belgique doit défendre cette position ?

Je dis à Charles Michel : vous avez l'occasion de marquer l'histoire. Ce qu'on peut attendre de la Belgique, pays pionnier dans la construction européenne, c'est une parole forte, une impulsion au niveau européen. ■

Propos recueillis par
VÉRONIQUE LAMQUIN

Kir « Une certaine timidité des partis »

ENTRETIEN

Emir Kir est la voix du PS sur les dossiers Asile et Migration.

Vous êtes resté discret, ces dernières semaines ?

Je trouvais Theo Francken assez sincère dans les mots et dans les actes. Je trouvais donc qu'il fallait le laisser faire. Mais, depuis, De Wever lui a tapé sur les doigts et aujourd'hui, Francken est complètement groggy, et il est

en plein football panique.

C'est-à-dire ?

Parce que De Wever veut un sous-statut pour les réfugiés, Francken veut un statut temporaire. Mais cela existe déjà : la protection subsidiaire. On réinvente vraiment le fil à couper le beurre.

Que faut-il faire alors ?

Qu'on s'occupe enfin des pays d'origine ! Entre l'interventionnisme à tous crins et le repli sur soi des grandes internationales, il doit y avoir un équilibre.

C'est-à-dire ?

On ne peut pas simplement être comptable de la crise humanitaire, il faut

faire en sorte que le sang ne coule plus dans les pays d'origine.

En renforçant la coalition internationale ?

Il faut qu'avec les Nations Unies, on puisse intervenir dans les pays. En respectant le droit international. Il faut parler honnêtement à nos concitoyens : si on ne s'intéresse pas aux pays en guerre, la situation n'évoluera pas. Il faut les soutenir vers la transition démocratique et économique. Il faut, avec le soutien des Nations Unies, intervenir dans ces pays pour les stabiliser.

Et à l'échelle belge ?

C'est honteux la manière dont on traite le problème. J'espère que, même si elle est difficile à regarder, cette image va réveiller des consciences. Et ils se rendront compte...

Ils, c'est qui ?

Tous ceux qui tiennent des discours de rejet de l'autre. Il y en a énormément. Or, on est devant un devoir humanitaire. Cela ne veut pas dire qu'il faut accepter toute la misère du monde, mais nous devons prendre notre part. Il faut un sursaut. Ceci dit, malgré tous les messages très négatifs, il y a aussi des manifestations de solidarité, comme celles qu'on observe au parc Maximilien.

Vous appelez à un sursaut citoyen, mais les politiques ne doivent-ils pas balayer devant leur porte ?

Evidemment ! Certains parlent tout le temps des réfugiés comme des profiteurs, de ceux qui abusent des droits, c'est honteux. Il faut un peu de dignité dans le débat.

On a entendu peu d'hommes et femmes politiques belges dire « réfugiés welcome ».

Faux ! Laurette et moi sommes très souvent intervenus dans le débat à la Chambre, Elio aussi. Pour dire qu'il ne fallait pas fermer les places d'accueil, par exemple. On demande aussi l'application du plan de répartition : chaque commune doit prendre sa part. Ceci dit,

il faut aussi pouvoir dire à la population que nos réponses seront limitées, parce que nos moyens sont limités, nous ne sommes pas l'Allemagne.

Les partis politiques belges semblent quand même mal à l'aise.

Il y a un peu de vrai, il ne faut pas se voiler la face, il y a eu une certaine timidité dans le chef des partis.

Pourquoi ?

Parce que la manière avec laquelle l'opinion publique réagit a peut-être refréné certains. Mais il y a eu aussi énormément d'interventions du PS et on n'a pas eu un écho extraordinaire dans la presse. ■

Propos recueillis par
VÉRONIQUE LAMQUIN

initiatives Des citoyens qui ne manquent pas d'originalité

Un peu partout dans le pays, les initiatives citoyennes se multiplient afin de venir en aide aux migrants qui sont dirigés vers les divers centres d'accueil. Souvent, les initiateurs de ces collectes sont surpris par l'élan de générosité de la population. Au point que des organisations, comme la Croix-Rouge, leur demandent de ne plus apporter de vêtements, pour l'instant.

Afin de coordonner au mieux l'aide à apporter aux réfugiés, un groupe de bénévoles a mis sur pied la plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés. Ce dimanche, à 16 heures, dans le parc Maximilien, à Bruxelles, aura lieu la première assemblée générale de la plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés. L'objectif premier de cette AG est de mettre en réseau les citoyens souhaitant se mobiliser pour et avec les réfugiés. Le rassemblement permettra aussi de donner la parole aux personnes voulant proposer des initiatives et qui auraient besoin de plusieurs personnes pour leur création et leur mise en place. Il sera également question de la stratégie politique sur le moyen terme.

Coiffeurs et cours de langue

Sur le terrain, après les collectes massives de vêtements, chacun y va de son initiative plus ou moins originale. A Tournai, les initiateurs de l'association Tournai Refuge ont lancé ce jeudi un appel aux coiffeurs afin qu'ils puissent venir faire une petite coupe aux demandeurs d'asile du centre de la Croix-Rouge. Quelques candi-

dates ont déjà répondu à l'appel en fonction de leurs disponibilités. Un membre de la page Facebook du groupe a également communiqué aux autres les liens leur permettant de télécharger des applications afin de les aider à échanger avec les réfugiés dans leur langue.

Des savons venus des hôtels

Habitant dans le Brabant wallon, Céline Bateauw s'est, elle, lancée dans une initiative plus individuelle. Officiant dans un grand hôtel bruxellois, elle s'est mis en tête de solliciter son secteur professionnel. « *Aujourd'hui je fais le tour des hôtels pour récupérer des kits brosses à dents et tout ce qu'ils voudront bien me donner*, dit-elle sur sa page Facebook. *Les hôtels répondent oui. La récupération des savons, shampooings et papiers toilette s'organise et je vais avoir des kits brosses à dents et rasoirs de tous les hôtels. Ma toute petite goutte dans l'océan.* »

Dans la région de Charleroi, le centre Fedasil de Jumet s'est associé avec la maison des jeunes Secteur 42. Après avoir collecté des vêtements, les bénévoles ont constaté que les résidents manquent aussi de sous-vêtements ainsi que de chaussures et chaussettes chaudes. Des draps, essuies et objets de toilette courants manquent aussi. Pour les enfants, la priorité est de trouver des jeux, livres, accessoires de puériculture ainsi que du matériel scolaire en bon état. ■

FREDERIC DELEPIERRE

LE TÉMOIN

Zoheir, 32 ans, fonctionnaire

Amaigri, traits tirés et yeux à peine ouverts, Zoheir peine à parler. Son long périple a laissé des traces. D'abord un avion de Bagdad à Ankara en Turquie (700 dollars). Puis c'est Izmir. Les passeurs lui demandent 2.700 dollars pour l'embarquer vers l'île grecque de Kos. Il y passe cinq jours, le temps d'obtenir son permis de transit. Il prend le bateau jusqu'à Athènes (49,50 euros). Un bus le conduit à Salonique pour 43 euros. Un autre à la frontière avec la Macédoine : 10 euros. Là, il fuit la police et disparaît dans la nature. Il ne sait plus où il est. On lui indique un vieux train qui le rapproche de Belgrade. Dix euros et il se retrouve en Serbie, paie de nouveau 50 euros, un bus l'emmène dans la capitale. Encore 15 euros pour arriver à la frontière hongroise. Les passeurs y font la loi. Il faut 1.500 euros pour franchir la frontière. Une somme qu'il n'a pas. Avec son cousin et trois Syriens dont il a fait la connaissance pendant le voyage, il se lance à pied. Ils marchent pendant des jours. Puis un passeur les conduit à Budapest. Ils payent 200 euros chacun. Sur leur route, la police les arrête. Elle leur accorde un permis de séjour de 24 heures. S'ils ne quittent pas la Hongrie avant, ils seront enregistrés et ne pourront plus la quitter. « Je n'ai pas fui l'enfer irakien pour l'enfer hongrois. Ils sont cruels », affirme-t-il. 19 h plus tard, un passeur les emmène à Vienne. 400 euros. Zoheir prend alors un train pour Hambourg. Le traitement des Allemands le pousse à partir. Il opte pour la Belgique. « L'accueil de la population est incroyable et la police ne nous traque pas », dit-il. Mais il est incertain. « Vont-ils me refuser l'asile ? », demande-t-il constamment. Indicateur au statut paramilitaire auprès du Premier ministre, il dit avoir été menacé par les différentes milices qui sèment la violence en Irak. (M.Bi)

Liège « Aider les petits migrants à l'école »

En juin dernier, Nadine Lino a eu 40 ans. L'âge, pour cette responsable d'une agence de communication liégeoise, d'agir. « J'ai décidé qu'il était temps de mettre mes compétences au service d'une cause qui a du sens », dit-elle. Cette cause, c'est celle des enfants en difficulté. « Avec sept autres personnes issues de milieux divers et variés, nous avons créé l'association Live in Color, poursuit la quadragénaire. Parmi nous, il y a un avocat, un psychologue, un assistant social. Notre but est d'agir sur le long terme avec notre projet lié à l'éducation. Depuis la création de l'association, nous nous réunissons une fois tous les mois. » Mais ces dernières semaines, les choses ont changé et ont pris un tout autre ampleur.

« J'avais visité le centre de la Croix-Rouge à Liège pour connaître leurs besoins liés à l'enfance, relate Nadine Lino. Quand la crise des migrants a commencé et que j'ai appris que 200 d'entre eux allaient venir dans les centres de la région liégeoise, j'ai vite compris qu'il fallait faire quelque chose. J'ai téléphoné au comité et je leur ai annoncé que samedi dernier, j'allais débarquer avec un camion de vêtements. Via Facebook, mes réseaux professionnels et ceux de mes associés, nous avons lancé un appel à la solidarité. En quelques heures, il avait été vu

40.000 fois et partagé à 1.500 reprises. J'ai reçu plein de mails. Et le samedi, ce ne sont pas moins de 400 personnes qui étaient présentes pour apporter des vêtements, des chaussures, des lits, du matériel de puériculture, des landaus et même un vélo. Nos 650 m² de bureaux étaient pleins. »

Jusqu'à présent, 20 m³ sur les 80 collectés ont pu être distribués. Il reste encore beaucoup à trier. « Avec quelques bénévoles, nous allons nous y atteler et dispatcher en fonction des besoins des différents centres de la Croix-

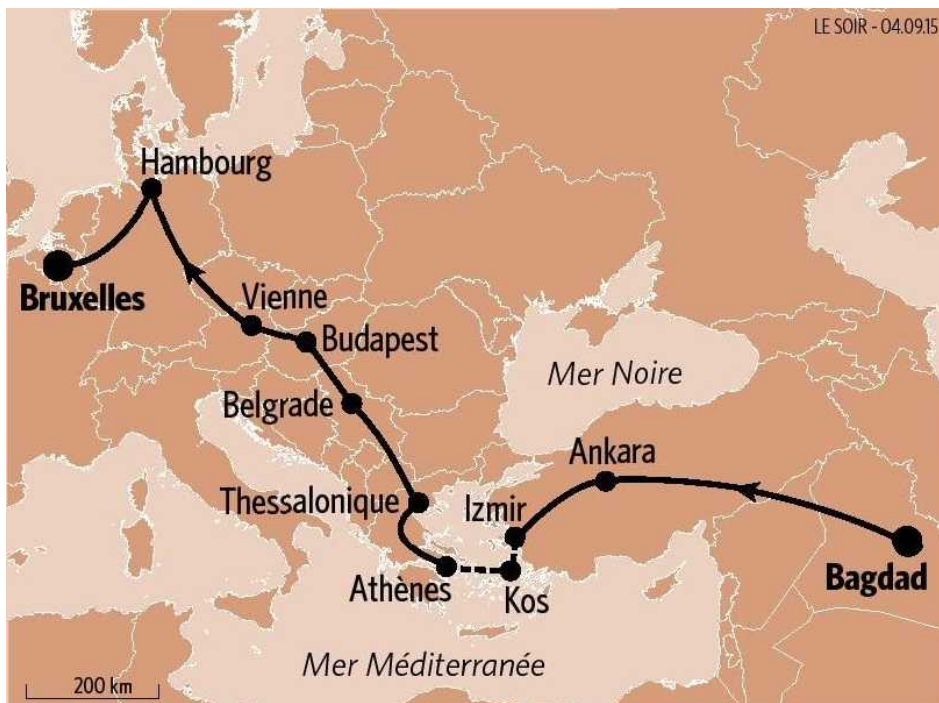
« Le projet est de développer des classes de devoirs »

NADINE LINO, ASSOCIATION LIVE IN COLOR

Rouge. Nous allons aussi nous renseigner sur les éventuels besoins plus spécifiques auxquels nous pourrions éventuellement répondre. » Ensuite, Live in Color se recentrera sur son objectif premier, l'éducation.

« Le projet est de développer des classes de devoirs, explique Nadine Lino. Parmi nos bénévoles, nous avons des enseignants non nommés ou pensionnés qui ont du temps libre. Comme tous les enfants de migrants sont scolarisés, nous allons les aider à s'intégrer en leur apprenant notamment le français. » ■

F.De.



A travers les Balkans

De plus en plus de migrants tentent à présent de rejoindre l'Union européenne par la voie terrestre, en traversant les Balkans. Comment se déroule leur périple, à partir de la Serbie, dernière étape avant les portes de l'UE ? Notre envoyée spéciale est allée à leur rencontre, dans la capitale serbe. Elle va ensuite les accompagner vers Subotica, à deux pas de la barrière érigée par la Hongrie le long de sa frontière. Suite de son reportage dans nos prochaines éditions.



Dans la chaleur de Serbie, avec les migrants

REPORTAGE

BELGRADE

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Les tentes se comptent par dizaines et sont réparties aux quatre coins du parc. Elles sont toutes en toile très légère, parfois oranges ou vertes, souvent bleues... Mais les réfugiés qui en possèdent ne sont pas légion. La plupart n'en ont pas et dorment sans rien au-dessus de la tête. Le ciel est leur seul toit.

En ce milieu d'après-midi, la chaleur est étouffante et des migrants font donc la sieste à la vue de tous. Les enfants, eux, courent après les pigeons. Les oiseaux picorent les déchets qui jonchent le sol. Du pain ; des restes de nourriture ; des boîtes de sardines ouvertes et presque vides ; des bouteilles en plastique ; des vieilles chaussures ; une couverture de survie emportée par le vent ; un jean noir abandonné en boule au pied d'un arbre ; une tente éventrée.

Le parc de la gare des bus de Belgrade – ainsi que le parc situé juste à côté, devant une faculté universitaire – sont les deux endroits de la ville où les migrants s'installent et se reposent quelques heures ou quelques jours avant de poursuivre leur route vers l'Union européenne. Il y a des centaines de jeunes hommes âgés entre 20 et 30 ans. Les familles sont quant à elles moins nombreuses. Elles privilégieraient les petits hôtels.

Un bus vient d'arriver, provoquant un peu d'agitation dans le calme ambiant. Mis à part quelques Serbes, les passagers qui descendent du bus sont des réfugiés. Des familles surtout, qui ont réparti tout ce qu'elles transportent dans des sacs à dos et des sacs en plastique. Directement, des chauffeurs de taxi les abordent et leur

proposent de les emmener sans tarder à la frontière hongroise. Pour relier Belgrade à Subotica (une ville serbe quasi frontalière), ils demandent 200 euros pour quatre passagers.

Les photos du smartphone

Certains chefs de famille écoutent ces propositions, mais finissent tous par décliner les offres. Les traits tirés, ils se dirigent vers le parc et déposent leurs affaires sur le peu d'herbe qu'il reste. Une mère de famille trouve des cartons dépliés, s'en empare et les dispose dans un coin. Chaque famille se crée rapidement son petit espace, à côté d'autres familles qui sont déjà installées.

Le bus venait de Vranje, une ville non loin de la frontière avec la Macédoine. Chaque semaine, une centaine de bus arrive à Belgrade depuis l'extrême sud de la Serbie, et la plupart d'entre eux sont remplis de migrants.

Muhamad – un gars de 20 ans, bien bâti, lunettes de soleil et paquet de cigarettes en main – sort son smartphone de sa poche. Il fouille dans ses photos et trouve un cliché pris à la frontière entre la Macédoine et la Serbie. Une file sans fin de réfugiés, qui attendent patiemment au poste frontière. « Dans le train pour traverser la Macédoine, nous étions plus de 1.000 », explique-t-il. Il remonte dans le temps, grâce à ses photos. Ici, il est assis avec d'autres réfugiés dans le train en question ; là, il est dans une autre file de migrants, en Grèce cette fois, à Mytilène. Vient ensuite une vidéo : des jeunes hommes assis dans une barque, épaules contre épaules. Les gilets de sauvetage

orange brillent sous le soleil de la Méditerranée. Et ces vagues qui montent et qui descendent en arrière-plan...

Muhamad a quitté Alep, en Syrie, il y a deux semaines à peine. Il espère rejoindre l'Union européenne sans dépenser plus de 3.000 euros – une somme rassemblée par son père grâce à la vente de sa voiture. Son père « qui ne va pas bien ». « Il a été blessé lors de l'explosion d'un baril de TNT, largué sur Alep », précise-t-il.

La route qu'il suit est la même que celle empruntée par la majeure partie des réfugiés qui quittent le Moyen-Orient : après la Syrie, la Turquie, puis la Grèce, la Macédoine et la Serbie. Muhamad sort de son petit sac en bandoulière beige trois feuilles de papier. Il s'agit de trois laissez-passer, qu'il a reçus en Grèce, en Macédoine et en Serbie. Le dernier l'autorise à rester 72 heures sur le territoire serbe, avant de devoir s'enregistrer auprès de l'Etat – ce que très peu de réfugiés font, bien que les centres d'accueil soient nombreux en Serbie. Les migrants ont donc, officiellement, trois jours pour traverser le pays. La plupart visent la frontière hongroise.

Pour s'approcher au maximum de la Hongrie depuis Belgrade, Muhamad a choisi le taxi – bien que le train et le bus jusqu'aux villes du nord coûtent nettement moins cher (le ticket de train tourne autour de 7 euros et le voyage en bus revient à 10 euros par personne, contre 50 euros pour le taxi). C'est l'heure du départ pour lui et ses jeunes compagnons de route syriens. Ils quittent le parc presque en courant, chargés seulement de leurs sacs à dos. Ils laissent derrière eux un parc tout aussi bondé, puisqu'il se vide et se remplit de façon permanente.

Un Belge !

Il y a des Syriens, des Irakiens, des Afghans, des Pakistanais. Des Iraniens aussi, selon les oui-dire. Et adossé à un lampadaire... un Belge, d'origine afghane, qui a obtenu des papiers en Belgique en 2012. Il est à Belgrade depuis cinq jours pour y attendre son frère de 14 ans qui arrive d'Afghanistan. L'objectif est qu'il vienne vivre avec lui en Belgique.

Entre les tentes, à Belgrade, les réfugiés citent le plus souvent l'Allemagne comme destination finale en Europe. Les Pays-Bas, la Belgique, la Norvège et la Suède sont fréquemment cités. Quant à la France et le Royaume-Uni, presque jamais...

Dans le parc, les migrants cogitent la stratégie à adopter pour arriver à la destination de leur choix. Jusqu'à Belgrade, la route était évidente, puisque pré-tracée par les milliers de réfugiés passés ces derniers mois par la route des Balkans. Par contre, entre la Serbie et la Hongrie, elle l'est nettement moins depuis que le gouvernement hongrois a fait construire une clôture de plus de trois mètres de haut tout le long de sa frontière.

En prévision de cette étape qui s'annonce difficile, les réfugiés se reposent sous les arbres du parc. Ils se lavent aux

robinets publics ou aux citernes amenées par les autorités locales. Ils y font leurs lessives, puis font sécher leur linge sur les bancs publics ou aux branches des arbres. De l'eau stagne autour des points d'eau et dégage de mauvaises odeurs. Une maman, assise sur un banc, coupe les ongles de son enfant, devant les passants serbes qui rejoignent la gare des bus...

En diagonale de la gare se trouve une petite épicerie dont les clients sont, notamment, les réfugiés. Deux jeunes hommes passent à la caisse. Chacun d'eux tient en main un seul article : une paire de chaussettes noires en coton. Deux autres

réfugiés entrent dans le magasin et demandent en anglais au caissier où ils peuvent se procurer une carte SIM. « *Un peu plus loin, par là-bas* », leur indique-t-il du doigt.

Les téléphones et internet... Sans ces outils, pas de contacts avec la famille restée au pays. Pas d'informations transmises par les amis, les frères ou les cousins déjà entrés dans l'Union européenne. Et pas de négociations avec les passeurs pour conclure un trajet pas trop cher...

Vu que les batteries s'épuisent vite, les migrants profitent d'être à Belgrade pour les recharger et pour acheter des « power block » - ces grosses batteries externes sur lesquelles on peut connecter plusieurs appareils. Ils tentent de capter un peu du wi-fi aussi. Les migrants ont plusieurs téléphones et plusieurs numéros. Des numéros turcs, grecs, serbes... Tous ceux qu'ils ont accumulés sur leur route. Au pied d'un arbre du parc, près des robinets publics, gisent des dizaines d'emballages de cartes SIM. Preuve, s'il en fallait une, que le parc de la gare des bus est une petite centrale téléphonique, avec plus de mille réfugiés constamment occupés sur les téléphones portables.

« Le parc était insalubre »

Officiellement, entre 2.000 et 3.000 réfugiés se trouvent actuellement sur le territoire serbe. A Belgrade, les arrivées massives ont commencé vers le mois d'avril. « *Il y a deux ou trois semaines, ils étaient plus nombreux qu'en ce moment, racontent Ena et Milan, deux tenanciers d'un petit hôtel situé en bordure du parc et qui constatent l'évolution de la situation. C'était noir de monde, une vraie vague humaine. Le parc était insalubre, les réfugiés faisaient leurs besoins dans le parc, il y avait des langes sales partout. On se demandait s'il n'y allait pas y avoir des maladies. Mais il y a un peu plus d'un mois,*

on leur a amené des citernes et des toilettes. Le nombre de réfugiés est vraiment impressionnant. Je ne sais pas si en Europe vous réalisez la situation. Des touristes britanniques nous ont demandé l'autre jour qui étaient ces sans-abri... »

La nuit tombe sur Belgrade. Dans le parc, certains réfugiés dorment déjà, contrairement à un groupe d'une vingtaine de jeunes hommes. Ils ont chacun un sac à dos, rien d'autre. Le groupe se met en route vers la gare ferroviaire. Ils sont un peu excités, on dirait une meute de chiens dans la nuit. Ils entrent dans la gare, s'arrêtent, échangent quelques mots, puis repartent en direction du quai numéro un. Le train de 21h48 n'est pas encore arrivé.

Un homme plus âgé que les autres s'approche, dans la lumière glauque de la gare. Il est volubile et tient à raconter le chemin qu'il a parcouru jusqu'à ce soir, avant de monter dans le train. « *Je suis un peshmerga (combattant kurde d'Irak). Je viens de Dohuk, à 40 kilomètres de Mossoul. Je suis arrivé ici en 25 jours. Ce n'était pas facile de sortir de mon pays... Je suis arrivé en Serbie par la Bulgarie. Ce matin même, j'ai tenté de rentrer dans l'Union européenne par la Croatie, mais ils m'ont attrapé. Ils m'ont dit : "Non, pas de réfugiés ici", et m'ont renvoyé en Serbie. Alors je vais tenter le passage par la Hongrie.* »

Un autre homme enchaîne. Lui aussi veut partager le plus d'informations possible en un temps record. Il mitraille : « *Je suis Afghan. Dans mon pays, il y a quatre "mauvaises bandes" : Daesh, al-Qaïda, la mafia et les talibans. On ne peut pas y rester !* » Le train entre en gare. « *Je suis arrivé en Serbie par la Bulgarie. Là-bas, ils ne se comportent pas bien. Ils ont lâché des chiens après nous.* » Il doit partir. « *On a été attaqués dans les bois. J'ai énormément de choses à raconter à ce propos !* » Il monte dans le train, il n'a plus le temps de parler. Le train démarre pour Subotica, à la frontière hongroise. ■

CATHERINE JOIE